

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX

1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX

RC / Marché public de services

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Règlement de Consultation (RC)

POUVOIR ADJUDICATEUR

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX
1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX
Tél : 02 35 96 40 01
Mail : sivos.stlaurent@orange.fr

OBJET DU MARCHE

Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour la cantine du groupe scolaire Charles Angrand

Marché à procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique.

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Madame la Présidente du Syndicat Intercommunal de la région de Saint Laurent en Caux

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-1 ET R.2191-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Madame la Présidente du Syndicat Intercommunal de la région de Saint Laurent en Caux

ORDONNATEUR

Madame la Présidente du Syndicat Intercommunal de la région de Saint Laurent en Caux

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE

Service de Gestion Comptable de YVETOT

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Le vendredi 13 juin 2025 à 12h00

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX

1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX

RC / Marché public de services

ARTICLE 1 : Objet et étendue de la prestation

1.1 - Objet du marché et étendue de la mission

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pendant les périodes scolaires aux enfants du Groupe scolaire Charles Angrand (école maternelle et école élémentaire) et aux agents du Syndicat Intercommunal de la région de Saint Laurent en Caux.

Le lieu de consommation est la cantine du Groupe scolaire Charles Angrand, 6, Chemin de l'Ecole - 76560 SAINT LAURENT EN CAUX. En cas de travaux dans les locaux, le lieu pourra être modifié.

1.2 – Type et forme du marché

Il s'agit d'un marché de fournitures et de services passé selon la procédure des accords-cadres en application des articles L 2125-1, L 2120-1 et L 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande à prestataire unique sans remise en concurrence en application des articles R.2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

1.3 – Durée du marché

L'accord-cadre prendra effet à la date de début des prestations soit à la rentrée des classes le 1er septembre 2025.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois consécutifs, à compter de sa prise d'effet. Sauf dénonciation, le marché est reconductible au maximum deux (2) fois.

1.4 – Modalités de fonctionnement du service de restauration scolaire

Le service de restauration est assuré pendant les jours scolaires ouvrés, à savoir les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 11h45 à 13h30.

1.5 – Délais d'exécution

Les repas devront être produits dans le délai sanitaire suffisant pour pouvoir être distribués aux jours et heures précisés par le Syndicat Intercommunal de la région de Saint Laurent en Caux.

1.6 – Nombre estimé de repas

A titre indicatif, les nombres de repas pour une année scolaire sont les suivants :

Adultes	200
Enfants de l'école maternelle	5000
Enfants de l'école élémentaire	8000

ARTICLE 2 : Procédure

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX

1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX

RC / Marché public de services

Le présent marché est soumis à la procédure adaptée, conformément à l'article L.2123-1 du Code de la Commande publique.

2.1 – Complément à apporter au C.C.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

2.2 – Modification du dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard HUIT jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. La date limite de remise des offres sera ajustée en conséquence, sous réserve que la nature de la modification la justifie.

2.3 – Connaissance des installations

Les entreprises peuvent prendre rendez-vous auprès du Syndicat Intercommunal de la région de Saint Laurent en Caux afin de convenir d'une visite des installations via l'adresse mail suivante : sivos.stlaurent@orange.fr

2.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est limité à 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 3 : Dossier de consultation

3.1 – Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur le profil d'acheteur : <https://marchespublics.adm76.com>

3.2 – Contenu du dossier de consultation

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)

3.3 – Modalités de remise des offres

Date limite de remise des offres : Vendredi 13 juin 2025 à 12h00

Les documents sont à transmettre obligatoirement au pouvoir adjudicateur par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marchespublics.adm76.com>

3.4 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les montants seront exprimés en euro (€).

Chaque candidat aura à produire un dossier comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pour les pièces concernant la candidature

Les candidats utiliseront les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) datés et signés pour présenter leur candidature ou tout document équivalent. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site internet <http://www.economie.gouv.fr>.

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

1. Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2143-6 à 2143-10 du Code de la Commande Publique
2. Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
3. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
 - Liste des principaux services effectués au cours des cinq dernières années - pour des prestations similaires à celle dont le présent marché fait objet - indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
 - Présentation des moyens humains et techniques du candidat pour la réalisation des prestations
 - Les certificats de qualification professionnelle ou agréments
4. Les attestations d'assurance en cours de validité.
5. Les attestations fiscales et sociales délivrées par les administrations et organismes compétents ;
6. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant que le candidat est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du marché.
7. La copie des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents.
8. La déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX

1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX

RC / Marché public de services

Pour les pièces concernant l'offre

- L'Acte d'Engagement (AE) à compléter, dater et signer par le candidat ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) à compléter, dater et signer ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) à signer sans aucune modification ;
- Un mémoire technique démontrant que le candidat est en mesure de satisfaire au cahier des charges en termes de résultats et de qualité du rendu. Ce document devra notamment comporter les éléments suivants :
 - Une note de présentation de l'entreprise (localisation de l'entreprise, lieu de décisions techniques et administratives et organisation interne...) ;
 - Les noms et qualifications des intervenants dédiés à ce marché (*Curriculum vitae, références professionnelles, ...*) et les coordonnées du référent sur l'opération ;
 - Une note de présentation détaillée du déroulement des différentes prestations ;
 - Une note sur les modalités de respect de la loi EGAlim ;
 - Les moyens matériels ;
 - Les moyens que le candidat compte mettre en œuvre pour garantir le respect des bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP ;
 - Les modalités d'échanges et de communication qui seront mises en place avec la collectivité et les usagers ;
 - Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation (moyens techniques, procédés d'exécution, mode de sélection des fournisseurs, effectifs, stock de dépannage), des exemples de menus confectionnés sur 4 semaines tenant compte des nouvelles directives avec mention des labels,
 - Les modalités de commande, d'ajustement journalier et d'annulation ainsi que le support proposé (bon de commande papier, plateforme numérique...)
 - Des justificatifs permettant d'évaluer les capacités professionnelles du candidat ;
 - Une note sur les possibilités d'animation des repas que le candidat prévoit d'organiser en vue d'améliorer la prestation ;
 - Une note sur l'accompagnement et la formation du personnel du Syndicat ;
 - Une note sur la gestion des PAI ;
 - Tout document ou renseignement demandés au CCP ou jugé utile par le candidat afin d'aider à la compréhension de son offre ;

Les candidats qui n'auront produit aucun renseignement concernant les points susvisés verront leur offre déclarée irrecevable car incomplète.

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté Européenne devra produire, selon les mêmes modalités que celles prévues pour le candidat établi en France, les attestations et certificats fiscaux établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Le candidat établi dans un pays tiers devra, pour les impôts, taxes et cotisations sociales, ne donnant pas lieu à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX

1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX

RC / Marché public de services

déclaration sous serment effectuée par une autorité judiciaire ou administrative de ce pays, ou le cas échéant, une déclaration solennelle faite devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme qualifié du pays.

- Les pièces mentionnées à l'article R 324-4 du code du travail

ARTICLE 4 : Critères de jugement des offres

Les critères de jugement des offres, à l'issue de l'ouverture des plis, s'établissent ainsi :

1 - Composition et choix des menus : 20 points :

- Variété des menus (10 points)
- Equilibre des menus (10 points)

2 - Qualité des prestations : 40 points :

Organisation technique et humaine mise en place pour la réalisation des prestations (15 points)

Qualité et durabilité des denrées qui constituent les repas, au-delà des obligations contenues dans la loi EGalim (Viande d'origine française, proportion de produits locaux, proportion de denrées fraîches, bio, surgelées et appertisées) (10 points)

Animations et prestations spécifiques (5 points)

Accompagnement et formation du personnel du Syndicat (5 points)

Performance environnementale (5 points)

3 - Prix des prestations : 40 points

ARTICLE 5 : Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 : Prestations supplémentaires

Sans objet.

ARTICLE 7 : Options

Sans objet.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX

1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX

RC / Marché public de services

ARTICLE 8 : Jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la réglementation appliquée aux marchés publics en tenant compte de l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères énoncés à l'article 4 ci-dessus.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, conformément aux articles R. 2152-1 et 2 du Code de la Commande Publique, de procéder à une demande de régularisation des offres irrégulières sous 5 jours ouvrés à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée. Ce processus de régularisation n'est qu'une faculté du pouvoir adjudicateur dont le candidat ne pourra se prévaloir.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Des précisions pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de la discordance entre le montant de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La personne responsable du marché se réserve la possibilité de se faire communiquer tout détail complémentaire ou supplémentaire qu'elle estimera nécessaire lors de l'examen des offres pour leur bonne compréhension et analyse. En cas de refus, l'offre sera rejetée.

La collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 9 : Négociation

Le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de négocier avec les candidats avant l'attribution du marché. La collectivité pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 10 : Conditions d'envoi et de réception des offres

Les candidats transmettent leur offre **EXCLUSIVEMENT** via la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics.adm76.com> au plus tard à l'heure et à la date indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres remises après la date et l'heure limites précitées ne seront pas retenues.

ARTICLE 11 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront formuler une demande écrite et la faire parvenir à la collectivité **EXCLUSIVEMENT** via le profil acheteur de la collectivité sur la plate-forme de dématérialisation

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA REGION DE SAINT LAURENT EN CAUX

1, Place Jacques Loutrel
76560 SAINT LAURENT EN CAUX

RC / Marché public de services

<https://marchespublics.adm76.com> au moins six (6) jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée via cette plateforme à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats seront également informés par l'intermédiaire de cette plateforme des éventuels compléments ou corrections apportées au DCE.

ARTICLE 12 : Procédures de recours

Les renseignements relatifs aux procédures de recours sont accessibles auprès du :
Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert,
BP 500 76005 – ROUEN CEDEX 2
Tel : 02 35 58 35 00
Fax : 02 35 58 35 03